



UN LIBRARY

OCT 2 1961

UN/SA COLLECTION

**RAPPORT
DU COMITÉ
DES RELATIONS
AVEC
LE PAYS HÔTE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 26 (A/10026)

NATIONS UNIES



**RAPPORT
DU COMITÉ
DES RELATIONS
AVEC
LE PAYS HÔTE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 26 (A/10026)

NATIONS UNIES

New York, 1975

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 2	1
I. Composition, mandat et organisation des travaux du Comité	3 - 8	1
II. Sécurité des missions et de leur personnel	9 - 35	3
A. Introduction	9 - 15	3
B. Cas examinés par le Comité à la demande d'Etats Membres	16 - 32	4
C. Affaires portées à l'attention du Comité à la demande d'Etats Membres	33 - 35	11
III. Difficultés de la communauté diplomatique en matière de stationnement	36 - 38	12
IV. Obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique	39 - 56	13
V. Observations et suggestions concernant l'organisation des travaux du Comité	57 - 58	17
VI. Les relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte	59 - 61	17
VII. Rapport du Groupe de travail sur les questions de l'assurance médicale pour le personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'exonération des impôts fonciers pour les locaux diplomatiques	62 - 65	18
VIII. Recommandations	66	18

ANNEXES

I. Rapport du Groupe de travail sur la question des obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique	21
II. Rapport sur les autres questions examinées par le Groupe de travail ...	24

INTRODUCTION

1. L'Assemblée générale a créé le Comité des relations avec le pays hôte par sa résolution 2819 (XXVI) du 15 décembre 1971. A sa vingt-neuvième session, l'Assemblée générale a décidé dans sa résolution 3320 (XXIX) du 14 décembre 1974, que le Comité des relations avec le pays hôte poursuivrait ses travaux en 1975, conformément à la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée, en vue d'examiner toutes les questions entrant dans le cadre de son mandat et elle a prié le Comité de lui présenter lors de sa trentième session un rapport sur l'état des travaux et de faire, s'il le jugeait nécessaire, les recommandations appropriées.

2. Le rapport du Comité se divise en huit sections. Les recommandations du Comité figurent dans la section VIII. Les deux rapports du Groupe de travail sur ses activités en 1975 sont joints en annexe au présent rapport.

I. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE

3. En 1975, il n'y a pas eu de modifications dans la composition du Comité, qui réunissait les Etats suivants : Bulgarie, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Honduras, Irak, Mali, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques.

4. En 1975, le Bureau du Comité était le suivant : M. Rossides (Chypre), Président; M. Grozev (Bulgarie) et M. Aké (Côte d'Ivoire), Vice-Présidents; Mme de Barish (Costa Rica), Rapporteur.

5. Le Comité a retenu en 1975 la liste des sujets ci-après qu'il avait adoptée à titre provisoire en 1972 :

- 1) Question de la sécurité des missions et de leur personnel.
- 2)
 - a) Etude comparative des privilèges et immunités;
 - b) Obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique;
 - c) Exemption des impôts perçus par les Etats autres que l'Etat de New York;
 - d) Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat;
 - e) Logement du personnel diplomatique et du personnel du Secrétariat;
 - f) Transports;
 - g) Assurances;

- h) Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les moyens d'information à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies;
- i) Enseignement et santé;
- j) Question de la délivrance d'une pièce d'identité aux membres de la famille des agents diplomatiques, aux membres du personnel des missions qui ne jouissent pas du statut diplomatique et aux fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York;
- k) Accélération des formalités de douane;
- l) Visas d'entrée délivrés par le pays hôte.

3) Etude de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

4) Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et conseils au pays hôte au sujet de ces problèmes.

5) Examen et adoption du rapport du Comité à l'Assemblée générale.

6. Le Groupe de travail, créé par le Comité en 1972 pour examiner tous les sujets dont le Comité est saisi, à l'exception de la question de la sécurité des missions et de leur personnel, qui fait l'objet d'un examen permanent par l'ensemble du Comité, a poursuivi ses travaux en 1975. Il se composait de la Bulgarie, du Costa Rica, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, du Mali, de la République-Unie de Tanzanie et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La représentante du Costa Rica, Mme de Barish, a continué à assumer les fonctions de Présidente du Groupe de travail en 1975.

7. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu 15 séances (A/AC.154/SR.42 à A/AC.154/SR.56). Le Groupe de travail a tenu cinq séances. Il a présenté au Comité deux rapports sur ses activités en 1975 (voir annexes I et II).

8. Conformément à des demandes formulées antérieurement par le Groupe de travail, le Secrétariat a publié trois documents en 1975. Deux d'entre eux (A/AC.154/WG.1/L.2/Add.4 et 5) contiennent des réponses supplémentaires reçues de gouvernements au questionnaire contenu dans la lettre du Conseiller juridique en date du 19 juin 1973 sur la pratique des Etats relative à l'exonération des impôts fonciers accordée aux missions diplomatiques. Sur la demande du Groupe de travail, le Secrétariat a également établi un rapport (A/AC.154/WG.1/R.16) sur la possibilité d'établir pour les soins médicaux, les frais d'hospitalisation et les soins dentaires, des plans d'assurance-groupe au profit du personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies dans les cas où leurs conditions d'emploi ne donnent pas accès à une protection suffisante à un tarif raisonnable.

II. SECURITE DES MISSIONS ET DE LEUR PERSONNEL

A. Introduction

9. Le Comité a examiné les actes de violence et autres actes illégaux qui avaient fait l'objet de plaintes de la part des missions intéressées. D'autres cas d'agissements illicites dont avaient été victimes des missions ont été portés à l'attention du Comité. Il s'agissait d'actes dirigés contre six missions, à savoir celles de l'Egypte, de l'Irak, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie. Ces incidents comprenaient, dans un cas, des coups de feu tirés sur le bâtiment d'une mission, des attentats à la bombe contre des bâtiments de missions et d'autres actes de violence et de harcèlement à l'encontre des missions et de leur personnel. En ce qui concerne les coups de feu et l'attentat à la bombe, le Comité a pris des décisions précises dans lesquelles il a énergiquement condamné ces actes illégaux et a demandé au pays hôte de prendre des mesures plus strictes pour assurer la sécurité des missions.

10. Au cours de la période considérée, le Comité n'a pas, comme il l'avait fait durant la période objet de son dernier rapport, entrepris un examen général de la question de la sécurité des missions et de leur personnel. Il n'a pas non plus été saisi, comme cela avait été le cas au cours de cette période, de documents traitant des aspects généraux de cette question.

11. Toutefois, les déclarations faites par des membres du Comité au sujet des incidents susmentionnés comportaient certaines observations de caractère général.

12. Plusieurs membres ont dit que, malgré le nombre et la gravité croissante des actes de violence contre les diplomates, les autorités du pays hôte avaient manqué à l'obligation qui leur incombait en vertu du droit international d'assurer la sécurité des missions et celle des diplomates et, en particulier, que la loi sur la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis 1/ n'était pas appliquée comme il convient. Il a été dit également que la sécurité des missions était un problème qui pourrait toucher n'importe quelle mission et qui devrait par conséquent être traité avec une extrême attention.

13. Le représentant du pays hôte a regretté chacun de ces incidents et a ajouté que les autorités du pays faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour veiller à ce que les coupables soient punis et à ce que de tels actes ne se renouvellent pas dans l'avenir. Il a déclaré que ces activités illégales contre des missions devraient être examinées dans le contexte de l'escalade de plus en plus menaçante du terrorisme dans le monde entier - dont les diplomates étaient souvent les premières victimes - et que, dans cette optique, les autorités de la ville de New York s'étaient acquittées de leur obligation de protéger les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies d'une façon tout à fait louable.

14. Le représentant du pays hôte a déclaré que les missions visées par des activités illégales ne coopéraient pas toujours avec les autorités de la façon requise par le pays hôte en refusant de permettre à leurs membres de comparaître

1/ Public Law 92-539 des Etats-Unis (voir A/8871/Rev.1).

volontairement devant le tribunal pour témoigner. Il a fait observer que, dans le système juridique américain, de telles comparutions sont extrêmement utiles et parfois même essentielles pour pouvoir obtenir une condamnation. Plusieurs représentants ont exprimé leur désaccord avec ce raisonnement. Ils ont fait valoir qu'en droit international, les membres du personnel des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas obligés de déposer comme témoin et que leur refus de comparaître devant le tribunal ne pouvait ni ne devait donc pas être considéré comme un manque de coopération avec le pays hôte.

15. Certains représentants ont loué les mesures prises pour assurer la sécurité des missions et pour punir les coupables d'actes criminels contre les missions, tandis que d'autres représentants les ont trouvées insuffisantes.

B. Cas examinés par le Comité à la demande d'Etats Membres

16. La 42ème séance du Comité s'est tenue le 29 janvier 1975, à la demande de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Cette demande figurait dans une note verbale (A/AC.154/71), datée du 21 janvier 1975, adressée au Secrétaire général. A cette séance, l'Observateur de la République socialiste soviétique d'Ukraine a indiqué que sa délégation avait demandé que le Comité se réunisse à propos de l'incident qui avait eu lieu dans la nuit du 18 au 19 janvier 1975 et dont il était fait état dans la note mentionnée ci-dessus. Cette nuit-là, des coups de feu avaient été tirés sur l'immeuble qui abritait les Missions permanentes de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la République socialiste soviétique de Biélorussie auprès de l'Organisation des Nations Unies et où habitait une partie du personnel de ces missions. La police et le Federal Bureau of Investigation (FBI) avaient constaté que cet acte criminel avait bien été commis; un fusil et trois douilles avaient été trouvés à proximité du bâtiment. Le représentant de l'Ukraine a déclaré que ces coups de feu étaient un acte de terrorisme répondant à des motifs politiques et constituaient une violation flagrante de l'immunité diplomatique dont jouissait la Mission, telle qu'elle était reconnue en droit international. Il a déclaré en outre que les missions permanentes des trois Etats en question et leur personnel avaient été victimes d'actes hostiles et criminels, dus à des organisations et à des groupes sionistes de New York, revêtant la forme d'une campagne systématique destinée à troubler l'activité normale des missions. A propos de cet incident, l'Observateur de l'Ukraine a rappelé que la prétendue "Ligue de défense juive" avait ouvertement menacé de violences physiques les citoyens soviétiques résidant à New York et s'était attroupée près de la Mission soviétique en scandant des slogans hostiles à l'Union soviétique dans les nuits des 18 et 19 janvier.

Il a estimé qu'il existait un lien entre les menaces proférées par cette organisation sioniste contre le personnel des missions soviétiques et l'incident scandaleux lors duquel on avait tiré sur la Mission. Le représentant de l'Ukraine a déclaré en outre que les actes hostiles de provocation étaient encouragés par les moyens d'information de masse.

Il a dit que les autorités compétentes de la ville de New York n'appliquaient pas les dispositions de la loi de 1972 sur la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis et, sous des prétextes divers, atermoyaient et tentaient d'éviter de prendre des mesures efficaces envers ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes contre les missions et leur personnel.

Il a exprimé l'espoir que le Comité pourrait amener les autorités du pays hôte à garantir des conditions de travail normales aux missions et à leur personnel. Au cours de cette séance, certains représentants des membres du Comité ont souscrit aux déclarations de l'Observateur de la République socialiste soviétique d'Ukraine, et l'Observateur de la République socialiste soviétique de Biélorussie a décrit les menaces hostiles auxquelles avaient été soumis certains membres du personnel de sa mission le 19 janvier 1975. Il a été dit que la question de la sécurité des missions pouvait concerner n'importe quel gouvernement et n'importe quelle mission et qu'il fallait donc la régler avec un soin particulier. Il a été dit aussi que les excuses avancées par les autorités des Etats-Unis équivalaient à une complicité avec ces actes hostiles.

17. A la même séance, l'Observateur de l'Egypte a appelé l'attention du Comité sur une attaque contre la Mission de l'Egypte qui avait eu lieu le 26 janvier 1975. Des briques et des pierres avaient été lancées sur les locaux de la Mission, des fenêtres avaient été brisées, une partie du bâtiment endommagée et un employé avait failli être blessé. La façade du bâtiment avait également été tachée de peinture rouge. Le même jour, sous le couvert de l'obscurité, on avait essayé de forcer la porte d'entrée principale de la Mission. L'Observateur de l'Egypte a rappelé que la protection minimum précédemment fournie aux locaux de la Mission avait été retirée une semaine auparavant et a déclaré qu'à son avis, l'incident était directement lié à ce retrait, qui équivalait à l'inexécution, de la part du pays hôte, de son obligation de protéger comme il convient les missions. Il a également rappelé un précédent incident à l'occasion duquel deux membres de la prétendue Ligue de défense juive avaient pénétré dans les locaux de la Mission de l'Egypte en brandissant un drapeau israélien et des tracts hostiles. A propos de cet incident, la Mission de l'Egypte avait adressé, le 21 décembre 1973, une note verbale au Président du Comité. L'Observateur de l'Egypte avait signalé l'incident du 26 janvier au représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui avait réagi promptement. Il en avait également informé le Secrétaire général. L'Observateur de l'Egypte a demandé qu'il soit mis un terme aux actes criminels perpétrés à l'encontre des missions et de leur personnel de façon que les diplomates étrangers puissent s'acquitter de leurs fonctions à New York dans le calme et en toute sécurité.

18. La représentante du pays hôte a exprimé à nouveau, comme l'avait déjà fait le représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, la préoccupation causée par l'attaque dirigée contre la Mission égyptienne, et elle a informé le Comité qu'à la demande de la Mission des Etats-Unis, un poste de garde fixe avait été rétabli devant les locaux de la Mission de l'Egypte. Sa délégation déplorait sincèrement et très vivement l'incident survenu à la Mission de l'Union soviétique, au cours duquel des coups de feu avaient été tirés, incident qui devait être considéré dans le contexte de la recrudescence générale des attaques contre les diplomates et les missions diplomatiques, phénomène mondial qui constituait une source de profondes préoccupations. La représentante des Etats-Unis a également fait observer que malgré les efforts déployés par son pays, les tentatives faites pour briser le terrorisme d'une façon générale n'avaient guère eu de succès. Se référant spécifiquement à l'incident en question, elle a déclaré qu'il s'agissait manifestement d'un acte de terrorisme criminel qui avait causé une vive inquiétude aux Etats-Unis. Son pays, a-t-elle poursuivi, reconnaissait son obligation de protéger la vie humaine tout autant que ses obligations juridiques à cet égard. Les coups de feu tirés contre la Mission de la République socialiste soviétique d'Ukraine constituaient un acte de terrorisme gratuit qui avait été condamné par

le Gouvernement des Etats-Unis, par le Maire de New York et par la Mission des Etats-Unis. Elle a précisé que les autorités des Etats-Unis procédaient actuellement à un examen approfondi des procédures de sécurité et avaient pris des dispositions pour faire en sorte qu'aucun moyen légal ne soit épargné pour appréhender et punir les coupables et pour empêcher le renouvellement de tels actes. Elle a ajouté qu'il était regrettable que la Mission de la République socialiste soviétique d'Ukraine ait attendu 8 heures pour avertir la police et que, quelles que fussent les raisons de ce retard, l'enquête de la police aurait été facilitée si l'incident lui avait été signalé immédiatement. Aux membres qui avaient laissé entendre que les autorités des Etats-Unis n'avaient pris aucune disposition en ce qui concerne d'autres incidents analogues, la représentante des Etats-Unis a signalé qu'en 1974, sa délégation avait présenté une liste de cas dont les responsables avaient fait l'objet ou faisaient l'objet de poursuites. Quatre individus avaient été poursuivis en justice en application de lois fédérales et plus de vingt de lois de l'Etat de New York. La représentante des Etats-Unis a fait observer que son gouvernement s'était engagé à prendre toutes les mesures possibles pour trouver les responsables des coups de feu, veiller à ce qu'ils soient traduits en justice et s'efforcer d'empêcher le renouvellement de tels actes.

19. Les incidents mentionnés avaient fait également l'objet de notes verbales adressées par les Missions permanentes de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la République socialiste soviétique de Biélorussie à la Mission permanente des Etats-Unis (A/AC.154/70 et A/AC.154/73) et d'une note datée du 22 janvier 1975 adressée par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (A/AC.154/76). La Mission des Etats-Unis avait répondu aux notes des Missions de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans une lettre datée du 27 janvier 1975 (A/AC.154/75).

20. En conclusion, le Comité a adopté la déclaration suivante, reflétant ses vues sur la question :

"Le Comité, notant avec une extrême préoccupation qu'en dépit des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et des recommandations du Comité des relations avec le pays hôte, des actes de violence et d'autres actes criminels sont continuellement commis contre les Missions permanentes de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que contre celle de l'Egypte, y compris des coups de feu tirés sur les locaux, des rassemblements et des manifestations accompagnés de violences, ainsi que des attaques, des menaces et des insultes contre le personnel de ces missions, exprime sa profonde sympathie aux Missions de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de l'Egypte ainsi qu'au personnel qui a été victime de tels actes, condamne vigoureusement ces actes de terreur et les autres actes de violence commis contre les Missions de la République socialiste soviétique de Biélorussie de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de l'Egypte et contre les locaux et le personnel de toute autre mission comme étant fondamentalement incompatibles avec le statut de ces missions et de leur personnel en vertu du droit international et avec la légalité internationale et l'ordre public de la ville, et demande que les autorités du pays hôte prennent d'urgence toutes les mesures efficaces

pour assurer la protection et la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, leur assurant ainsi des conditions normales pour accomplir leurs tâches."

21. La 43ème séance du Comité avait été convoquée le 5 mai 1975 sur la demande de la Mission permanente de l'Irak auprès de l'Organisation des Nations Unies à la suite d'un attentat à la bombe incendiaire commis contre les locaux de la Mission le 10 avril 1975. Dans une lettre datée du 11 avril 1975, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Irak auprès de l'Organisation (A/AC.154/79 et Corr.1), le représentant permanent de l'Irak a déclaré que, la nuit précédente, une brique avait été jetée contre une fenêtre de l'immeuble abritant la Mission, à la 79ème rue Est. Une bombe incendiaire avait ensuite été lancée à l'intérieur des locaux de la Mission. La bombe avait explosé et la pièce avait pris feu. Le chauffeur de la Mission, qui, avec sa famille, résidait directement au-dessous de la pièce où l'incident s'était produit, avait utilisé un extincteur pour lutter contre les flammes tandis que des passants avaient appelé les pompiers. La pièce avait été gravement endommagée, les câbles électriques avaient été brûlés et les téléphones ne fonctionnaient plus. Une ligne d'urgence avait été utilisée pour alerter le Commissariat de police du 19ème district et la brigade d'urgence. Le feu avait été éteint au moment où la police et les pompiers étaient arrivés sur les lieux. Ce n'était que grâce à la vivacité et à l'action rapide du chauffeur qu'il avait pu, ainsi que ses quatre enfants, échapper à de graves blessures. Dans la déclaration qu'il a faite devant le Comité, le représentant de l'Irak a fait observer que ce n'était pas la première fois que sa délégation avait dû prendre la parole à propos de questions semblables à celle à l'examen et que ce n'était pas la première fois que la Mission de l'Irak, comme d'autres, avait fait l'objet de telles attaques. Il a également mentionné l'attaque à la bombe lancée contre le bureau des lignes aériennes irakiennes à Los Angeles le 6 avril 1975. Dans l'un et l'autre cas, a-t-il ajouté, la prétendue Ligue de défense juive avait revendiqué la responsabilité de ces attaques. Le représentant de l'Irak a mentionné aussi un certain nombre d'incidents qui s'étaient produits précédemment à sa mission et dans lesquels la prétendue Ligue de défense juive avait été impliquée. L'on ne pourrait pas prévenir le renouvellement de tels incidents, comme de ceux dont avaient été les victimes d'autres missions auprès de l'Organisation des Nations Unies, simplement en accroissant temporairement la protection policière, immédiatement après un incident. Il s'est déclaré convaincu que ce qu'il fallait, c'était des mesures visant à poursuivre en justice et punir efficacement les coupables. De l'avis de la délégation irakienne, l'adoption par le Congrès des Etats-Unis, en 1972, de la loi sur la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis n'avait pas débouché sur quelque amélioration sensible de la situation et la loi en question était inopérante pour ce qui était de lutter contre des organisations qui menaçaient les missions, se livraient à des actes de terrorisme et en assumaient ensuite la responsabilité. A propos de l'incident décrit dans la lettre susmentionnée (A/AC.154/79), le représentant de l'Irak a déclaré que sa mission avait reçu du Conseiller juridique du Secrétariat de l'ONU une lettre datée du 15 avril 1975 l'informant que le Gouvernement des Etats-Unis, par l'intermédiaire de la Mission de ce pays, avait été prié de donner effet aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 de la résolution 3320 (XXIX) de l'Assemblée générale. Il a estimé que le moment était venu pour le Comité d'adopter une résolution invitant instamment les autorités à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour garantir la sécurité des missions et pour veiller à ce que les personnes coupables d'agressions soient poursuivies et châtiées. Il a dit aussi qu'un représentant de la police de la ville de New York l'avait

informé que le Département de la police n'avait pas les moyens nécessaires pour maintenir en permanence un garde devant la Mission de l'Irak et à la résidence du représentant permanent de l'Irak. Au cours du débat, deux autres représentants ont largement souscrit à l'avis exprimé par le représentant de l'Irak, tandis qu'un autre encore s'est déclaré convaincu que le pays hôte devrait être invité à redoubler d'efforts pour améliorer la protection des diplomates. Deux autres représentants ont dit que le pays hôte faisait preuve de bonne volonté et s'efforçait d'assurer la protection des missions. En même temps, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a informé le Comité que, le 2 mars 1975, un groupe de personnes portant des pancartes hostiles à son pays et proférant des insultes et des menaces s'étaient rassemblées devant la Mission de l'Union soviétique et avaient même fini par attaquer le personnel de la Mission. Ces personnes avaient lancé une brique contre une voiture à immatriculation diplomatique et d'autres véhicules de la Mission soviétique qui passaient par là. Une voiture avait été attaquée par un groupe de vandales dans Lexington Avenue et avait été très gravement endommagée, et une autre, dans laquelle se trouvaient une femme et un enfant, avait été attaquée à coups de pierres et subi des dégâts considérables. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a décrit encore un autre incident qui s'était produit à la Mission soviétique le 30 mars 1975. Ce jour-là, un groupe de personnes avaient organisé en face de la Mission une manifestation au cours de laquelle certains éléments violents ne s'étaient pas bornés à proférer des insultes contre les membres de la Mission de l'Union soviétique mais, avec la complicité, selon lui, de la police, qui avait brillé par son absence, avaient lancé des bouteilles remplies de peinture rouge. Le représentant de l'Union soviétique a estimé qu'il était essentiel d'adopter des mesures concrètes pour éviter le renouvellement d'actes de terrorisme perpétrés contre les missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies. De l'avis de quelques délégations, le pays hôte ne prenait pas les mesures nécessaires pour prévenir les actes criminels et pour assurer la sécurité des missions et de leur personnel et ne punissait pas de façon adéquate les responsables de ces actes criminels.

22. Le représentant du pays hôte a exprimé son vif regret pour ce qui s'était passé à la Mission de l'Irak et a dit que, dans ce cas particulier, la réaction des autorités locales avait été rapide et efficace. Les pompiers étaient immédiatement parvenus sur les lieux de l'incendie et avaient déterminé que seuls des dommages mineurs avaient été causés. Des ordres avaient été donnés immédiatement pour qu'un garde policière soit maintenue en permanence devant la Mission et à la résidence de l'Ambassadeur, et la police continuait à rechercher les responsables, comme cela avait déjà été indiqué dans la note verbale datée du 11 avril 1975 adressée à la Mission permanente de l'Irak par la Mission permanente des Etats-Unis (A/AC.154/80). Le représentant du pays hôte a déclaré qu'il convenait de noter aussi que l'incident en question n'était qu'un de plus dans une série d'actes terroristes qui se produisaient dans le monde entier. On avait assisté récemment à des actes de terrorisme international extrêmement graves à Stockholm et à Buenos Aires. Au cours des quelques années écoulées, les ambassadeurs des Etats-Unis à Khartoum et à Nicosie avaient été tués par des terroristes et l'agent consulaire américain à Córdoba (Argentine) avait été assassiné. Aussi les Etats-Unis connaissaient-ils fort bien les effets du terrorisme international. Les faits permettaient de conclure que la ville de New York s'était acquittée de façon tout à fait louable de son rôle en ce qui concerne la protection des diplomates qui y étaient accrédités. Se référant à l'incident à l'occasion duquel des pierres avaient été lancées contre divers véhicules de la Mission de l'Union soviétique, le représentant du pays hôte a expliqué que le problème, en l'occurrence, consistait à identifier les responsables puisque au moment de l'incident aucun agent de police ne se trouvait à proximité et que les personnes intéressées refusaient de se soumettre à la juridiction du tribunal, comme cela était nécessaire pour identifier les coupables. Pour ce qui était de l'incident au cours duquel des insultes

avaient été proférées et de la peinture rouge jetée à l'extérieur de la Mission de l'Union soviétique, le représentant du pays hôte a énergiquement rejeté l'accusation selon laquelle la police et les coupables auraient pu être complices. Il a réaffirmé que sa délégation continuerait à faire tout ce qui était en son pouvoir pour assurer, dans toute la mesure du possible, la sécurité des représentants diplomatiques accrédités à New York.

23. Le représentant de l'Irak, en réponse à ce qui avait été dit précédemment, a informé le Comité qu'une compagnie d'assurance avait estimé les dommages causés par la bombe incendiaire comme étant de 5 à 7 000 dollars; s'agissant du terrorisme dans d'autres capitales, il fallait bien reconnaître que New York semblait remporter la palme dans ce domaine. Etant la ville où se trouvait le Siège de l'Organisation des Nations Unies, la situation à New York ne pouvait pas être comparée à celle qui existait dans d'autres villes, où se produisaient des incidents relevant de la diplomatie bilatérale. Le représentant de l'URSS a déclaré que la tentative de subordonner la poursuite de personnes coupables d'activités criminelles à l'identification de ces personnes par des témoins et au dépôt d'un témoignage ne pouvait pas être admise comme justifiée en droit.

24. Le Comité a adopté la déclaration suivante, reflétant ses vues sur la question :

"Le Comité, prenant note avec une profonde préoccupation de l'acte de violence commis dans la nuit du 10 avril 1975 contre la Mission irakienne, exprime à cette occasion sa solidarité avec la Mission irakienne, condamne fermement, une fois de plus, les actes de terrorisme perpétrés contre la Mission irakienne et contre d'autres missions, actes qui sont fondamentalement incompatibles, en vertu du droit international, avec le statut juridique et la fonction des missions et de leur personnel, et prie instamment le pays hôte de renforcer les mesures tendant à assurer la protection et la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel et d'appliquer pleinement la loi de 1972 sur la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis afin que ceux-ci puissent remplir leurs fonctions dans des conditions normales. A cet effet, une attitude ferme face au délit organisé et la mise en accusation et le châtimement des responsables des actes délictueux commis contre les missions et leur personnel contribueront effectivement à assurer la protection et la sécurité des missions, en décourageant et en empêchant le renouvellement de tels actes."

25. A la 44ème séance du Comité, tenue le 8 juillet 1975, le représentant de l'Union soviétique s'est référé à un incident concernant la voiture appartenant au représentant permanent de l'URSS, survenu le 24 juin 1975, date à laquelle la voiture avait été utilisée par le chef d'une délégation soviétique en visite. Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que la voiture en question était stationnée à midi près de l'entrée principale de Madison Square Garden, lorsque quelqu'un s'était approché de la voiture et, proférant des injures et des slogans antisoviétiques, avait pris une poubelle métallique avec laquelle il avait cogné sur la voiture à plusieurs reprises en causant des dommages considérables. Cependant, un agent de police qui se trouvait devant le bâtiment de Madison Square Garden n'avait fait, malgré les appels, aucune tentative pour arrêter cet acte criminel. Le suspect avait été arrêté plus tard par une patrouille de la police new yorkaise. Le représentant soviétique a été d'avis que de tels actes et d'autres actes de vandalisme criminel commis par des éléments sionistes contre la mission de son pays et son personnel étaient manifestement le résultat de l'insuffisance des mesures de protection prises par les autorités des Etats-Unis. Selon lui, il s'agissait, dans l'incident du 24 juin, non pas d'un délit contre une personne, mais d'un délit contre une mission qui devrait faire l'objet d'une enquête en vertu du droit applicable aux hôtes officiels prévoyant qu'il n'était pas besoin, dans certains cas, de témoignages supplémentaires. Le représentant de l'Union soviétique a également regretté l'absence de renseignements sur l'incident des coups de feu tirés sur la Mission de l'URSS entre les 18 et 19 janvier 1975.

Le représentant de l'Irak a dit qu'il partageait le point de vue du représentant de l'Union soviétique, il s'est déclaré surpris que la prétendue Ligue de défense juive qui revendiquait la responsabilité de telles attaques, y compris une attaque perpétrée contre la Mission de l'Irak en avril 1975, n'eût pas fait l'objet d'une enquête, et il a vivement critiqué le fait que les activités de son dirigeant n'avaient pas été efficacement contrôlées. Ce représentant a exprimé son inquiétude de ce qu'on ne pouvait guère espérer de progrès dans ces sortes d'incidents si aucune mesure n'était prise en raison simplement de l'absence de témoins et du fait qu'on n'avait pas pu arrêter les coupables.

26. Le représentant du pays hôte a exprimé ses regrets de l'incident du 24 juin. Il a indiqué le nom du suspect et il a suggéré que le chauffeur de la voiture soviétique officielle se présente devant le tribunal pour prêter témoignage, en faisant observer qu'en l'absence d'un tel témoignage il serait difficile d'obtenir une condamnation. Pour ce qui était de l'incident des coups de feu, le représentant du pays hôte a informé le Comité que l'enquête suivait son cours. Le représentant du pays hôte a fait observer que l'on avait procédé à de nombreuses arrestations et qu'un certain nombre de condamnations et de peines de prison avaient été prononcées à l'encontre d'auteurs d'incidents visant les locaux de missions diplomatiques et leur personnel. D'autres représentants ont souligné que, malheureusement, tous les auteurs de crimes contre les missions et leur personnel étaient loin d'avoir reçu le châtiment qu'ils méritaient.

27. Le représentant de l'URSS a déclaré que, dans l'incident du 24 juin, il s'agissait non pas d'un délit contre une personne mais d'un délit contre une mission qui devrait donc faire l'objet d'une enquête de la part des autorités fédérales en vertu du droit applicable aux hôtes officiels prévoyant qu'il n'était pas besoin, dans certains cas, de témoignages supplémentaires. Il a répété que sa délégation considérait que l'envoi d'une note par une mission constituait une preuve tout à fait suffisante.

28. Un autre représentant a dit qu'il appréciait beaucoup le travail accompli par le pays hôte lequel, cependant, était tenu de défendre les intérêts des missions. Ainsi, la Mission des Etats-Unis aurait pu améliorer les relations en présentant au Comité un rapport intérimaire sur l'affaire mentionnée par le représentant de l'Irak.

29. Le représentant du pays hôte a déclaré qu'il serait peut-être possible de résoudre davantage de problèmes par des contacts bilatéraux, et il a ajouté que les délibérations du Comité étaient trop souvent consacrées à des incidents qui avaient déjà été examinés en détail sur une base bilatérale et auxquels, très souvent, il avait déjà été donné suite. La Mission des Etats-Unis entendait toujours avec une vive préoccupation parler d'incidents tels que celui qui avait été mentionné au début de la séance, et elle prenait toujours directement contact sur-le-champ, avec la mission intéressée. Le représentant du pays hôte a donné à l'orateur précédent l'assurance que la Mission des Etats-Unis présentait des rapports intérimaires aux autres missions et qu'elle continuerait de le faire.

30. A sa 45ème séance, tenue le 15 juillet 1975, le Comité a examiné la question de l'explosion d'une bombe à la Mission de la Yougoslavie, le 23 juin 1975. Cet incident, qui avait causé des dommages considérables aux locaux de la Mission, à deux de ses voitures ainsi qu'aux immeubles du voisinage, avait fait l'objet d'une protestation adressée par la Mission de la Yougoslavie à la Mission des Etats-Unis dans une note verbale du 23 juin 1975 (A/AC.154/86).

31. La représentante du pays hôte a répondu que la Mission des Etats-Unis avait envoyé à la Mission de la Yougoslavie une note exprimant son inquiétude et ses regrets à propos de cet incident. La représentante du pays hôte a déclaré qu'un agent de police avait été posté 24 heures sur 24 devant la Mission de la Yougoslavie, et que les services de police et le FBI menaient activement l'enquête dans cette affaire.

32. Un représentant a déclaré que les mesures prises par la Mission des Etats-Unis dans cette affaire étaient louables et a exprimé l'espoir qu'elles seraient étendues. Mais deux représentants ont estimé ces mesures insuffisantes et ont demandé que des mesures efficaces soient prises pour prévenir de tels incidents ou en punir les auteurs afin de permettre aux missions de s'acquitter de leurs fonctions sans être inquiétées.

C. Affaires portées à l'attention du Comité
à la demande d'Etats Membres

33. Dans une note datée du 20 décembre 1974 qu'elle a adressée à l'Organisation des Nations Unies (A/AC.154/67), la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que dix de ses véhicules portant des plaques d'immatriculation diplomatiques et stationnés près du domicile de diplomates soviétiques sur des emplacements autorisés avaient subi des dommages importants, certains d'entre eux ayant été mis hors d'état de fonctionner. La Mission de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a également noté que ces gestes criminels avaient un caractère systématique et organisé, et que la presse et la télévision locales ne faisaient qu'inciter à commettre des actes de vandalisme contre les voitures appartenant aux membres du corps diplomatique en poste à New York.

34. Une note de la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques datée du 25 décembre 1974 concernait un incident qui s'était produit à la Mission de l'Union des Républiques socialistes soviétiques le 24 décembre 1974, lorsqu'un groupe d'environ 60 personnes appartenant, selon toute évidence, à l'organisation portant le nom de Ligue de défense juive s'était mis à scander et à crier des obscénités et des slogans hostiles à l'Union soviétique. Ces personnes avaient importuné cyniquement des fonctionnaires de la Mission et des membres de leur famille qui passaient dans la rue, les injuriant et les menaçant de violences physiques. Au cours de cet incident, qui s'était prolongé pendant plus de cinq heures, plusieurs voitures appartenant à des fonctionnaires de la Mission avaient été endommagées et souillées de peinture. Cette note a été publiée le 30 décembre 1974 sous la cote A/AC.154/68.

35. Dans une note du 31 décembre 1974 adressée à la Mission permanente de l'Union soviétique (A/AC.154/69), la Mission permanente des Etats-Unis s'est référée aux incidents concernant dix des véhicules de la Mission de l'Union soviétique, qu'elle a regrettés, et elle a suggéré qu'il y aurait lieu de fournir des renseignements au sujet de la date à laquelle lesdits incidents étaient survenus, du lieu où ils s'étaient produits et du nom des conducteurs, en vue de permettre aux autorités compétentes de mener utilement une enquête.

III. DIFFICULTES DE LA COMMUNAUTE DIPLOMATIQUE EN MATIERE DE STATIONNEMENT

36. Bien que le Comité n'en ait pas discuté au cours de la période considérée, des renseignements concernant les difficultés de la communauté diplomatique en matière de stationnement ont été portés à la connaissance du Comité.

37. Dans une note verbale datée du 21 janvier 1975 (A/AC.154/72), la Mission permanente de l'Union soviétique a rappelé que les cas dans lesquels des avis de contravention étaient apposés sans motif sur des véhicules munis de plaques DPL pour de soi-disant infractions aux règles relatives au stationnement étaient de plus en plus nombreux et que les organes d'information locaux leur avaient donné une publicité exagérée en déformant les faits, ce qui tendait à jeter un discrédit injustifié sur le corps diplomatique.

38. Dans une note verbale datée du 31 janvier 1975, adressée à la Mission permanente de l'Union soviétique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.154/77), la Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'apposition d'avis de contravention pour stationnement irrégulier sur des véhicules munis de plaques diplomatiques appartenant à la Mission soviétique et à son personnel était légitime et ne constituait pas une campagne systématique visant délibérément à apposer des avis de contravention sur des véhicules appartenant à la Mission de l'Union soviétique et à son personnel.

IV. OBLIGATIONS DES MISSIONS PERMANENTES AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES
PERSONNES JOUISSANT DE L'IMMUNITÉ DIPLOMATIQUE

39. A ses 44ème, 45ème, 46ème et 47ème séances, tenues les 8 et 15 juillet et les 8 et 13 août 1975, le Comité a examiné la question des obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique. A ces séances, le Comité était saisi du rapport du Groupe de travail 2/ sur la question, qui contenait une recommandation tendant à ce que le Comité crée un sous-comité spécial pour examiner les cas portés à son attention concernant des dettes contractées par les missions et leur personnel.

40. Les opinions ont été divisées quant à l'opportunité de créer un tel sous-comité.

41. Une série de représentants qui se sont dit hostiles à sa création ont fait observer que bien que la question des dettes fasse vraiment problème, elle ne présentait pas le même caractère de gravité que les autres problèmes soumis à l'étude du Comité. Il a été indiqué que la création de ce sous-comité ne serait pas appropriée car l'examen de litiges entre, d'une part, des personnes privées et des sociétés et, d'autre part, des représentants officiels des gouvernements et des représentations des Etats porterait atteinte au principe de la souveraineté des Etats ainsi qu'aux dispositions de la Charte des Nations Unies et, en outre, outrepasserait le mandat du Comité tel qu'il est défini dans la résolution pertinente de l'Assemblée générale. On a fait valoir par ailleurs que les affaires relatives aux dettes présentaient des aspects extrêmement complexes et délicats et qu'en ce qui concerne des réclamations litigieuses, le sous-comité envisagé jouerait le rôle d'un tribunal, ce qui était contraire à la Charte, alors que, s'agissant des réclamations non contestées, les travaux du sous-comité donneraient lieu à une publicité préjudiciable à la communauté diplomatique.

42. Les représentants qui ont appuyé la recommandation du Groupe de travail ont fait observer que le sous-comité envisagé ne porterait pas atteinte au principe de la souveraineté des Etats ou aux dispositions de la Charte étant donné que ses pouvoirs, loin d'être judiciaires ou quasi judiciaires ou d'avoir d'une manière ou d'une autre un caractère contraignant, seraient d'ordre purement et exclusivement moral. Ils n'ont pas non plus souscrit à l'opinion selon laquelle le Comité ne serait pas habilité à examiner des cas particuliers de dettes non réglées par des diplomates ou à créer un organe subsidiaire pour le faire en se référant à cet égard au paragraphe 7 de la résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale, lu dans le contexte du paragraphe 3 de la résolution 2747 (XXV). Ils ont également fait valoir que bien que seuls un petit nombre de missions et leurs représentants fussent en cause, le fait que des dettes restaient longtemps impayées posait bel et bien un problème grave car il nuisait à la réputation de la communauté diplomatique tout entière et faisait perdre de son prestige à l'Organisation des Nations Unies elle-même.

2/ A/AC.154/83, reproduit en annexe au présent rapport.

43. A la 45ème séance du Comité, le représentant des Etats-Unis, qui a appuyé la recommandation du Groupe de travail, a proposé de modifier le mandat envisagé pour le sous-comité. Cette proposition visait à réviser le paragraphe 10 du rapport du Groupe de travail afin qu'il se lise comme suit :

"La composition du sous-comité serait fixée par le Comité, compte tenu de la nécessité d'assurer la représentation sur une base régionale (le pays hôte plus cinq autres membres). Il serait souhaitable que les membres du sous-comité désignent des représentants de rang élevé, ce qui donnerait au sous-comité plus de poids. Les cas particuliers ne seraient renvoyés au sous-comité qu'en dernier recours, en particulier après l'intervention de la mission des Etats-Unis et de la Commission de la ville de New York, et après qu'il ait été fait usage, selon que de besoin, des bons offices du Secrétaire général. Une fois saisi d'une affaire, le sous-comité examinerait les faits et procéderait à une tentative de conciliation entre le débiteur et l'auteur de la réclamation. Le sous-comité se réunirait en séance privée pour l'examen des cas particuliers."

De l'avis du représentant des Etats-Unis, ces modifications éviteraient de laisser entendre l'existence d'une tentative quelconque de rendre un jugement ou une décision de caractère quasi judiciaire et faciliteraient, en cas de besoin, la médiation du Secrétaire général.

44. Un certain nombre de représentants ont estimé qu'il n'appartenait pas au Comité de modifier le rapport du Groupe de travail. En conséquence, le Comité n'a pris aucune décision sur la proposition des Etats-Unis.

45. A la 46ème séance du Comité, le représentant des Etats-Unis a présenté un projet de décision (A/AC.154/89) qui se lisait comme suit :

"Le Comité décide de charger son Groupe de travail de statuer sur les cas particuliers de missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de membres de ces missions ayant contracté des dettes, en suivant les principes directeurs ci-après :

1) Le Groupe de travail n'examinera de cas particuliers qu'après épuisement de tous les autres recours, y compris, en particulier, l'intervention de la Mission des Etats-Unis et de la Commission de la ville de New York et l'appel, selon qu'il conviendra, aux bons offices du Secrétaire général;

2) Une fois saisi d'une affaire, le Groupe de travail examinera les faits et aidera à résoudre le problème;

3) Le Groupe de travail se réunira en séances privées pour l'examen des cas particuliers."

46. La plupart des représentants qui s'étaient précédemment dit hostiles à la création d'un sous-comité ou avaient exprimé des réserves à ce sujet ont également pris la parole contre le projet de décision. Ils ont indiqué en particulier que le Comité n'était pas habilité à charger le Groupe de travail des fonctions prévues

dans le projet de décision et que le principe de la souveraineté des Etats s'opposait à un tel élargissement de son mandat. On a également critiqué le projet de décision en faisant valoir qu'il n'indiquait pas clairement qui déterminerait, avant qu'un cas soit soumis au Groupe de travail, si tous les autres recours avaient été épuisés et qu'il ne précisait pas comment le Groupe de travail procéderait à l'examen des faits. Des doutes ont été exprimés quant à la possibilité pour le Groupe de travail d'agir davantage que la Mission des Etats-Unis et la Commission de la ville de New York pour le règlement des cas d'endettement et sur l'efficacité des fonctions que le projet de décision visait à confier au Groupe de travail. La publicité à laquelle donnerait lieu l'exercice de ces fonctions a été considérée comme un facteur négatif.

47. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que la publicité serait évitée puisque le Groupe de travail se réunirait en séance privée. Le Groupe de travail ne traiterait de cas particuliers qu'en dernier recours, lorsque la Commission de la ville de New York, la Mission des Etats-Unis et le Secrétaire général n'auraient pu régler un problème. Il a ajouté que le Comité ne devait pas être à sens unique, en ce sens qu'il devait être une instance chargée d'examiner les plaintes formulées par le pays hôte aussi bien que celles dont il faisait l'objet.

48. Plusieurs représentants ont appuyé le projet de décision qui, à leur avis, exposait une méthode permettant d'aborder de manière constructive un problème épineux.

49. Un représentant a cru comprendre que les cas particuliers de dettes envisagés dans le projet de décision ne comprenaient que les dettes contractées pour la fourniture de biens et de services et non des questions telles que des amendes ou des impôts non réglés; le représentant des Etats-Unis a confirmé cette interprétation.

50. A la 47ème séance du Comité, le représentant de l'URSS a présenté oralement un projet de décision qui se lisait comme suit :

"Le Comité décide que le Groupe de travail doit continuer à examiner au titre du point 'Obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique' la question des dettes contractées par des diplomates ou des missions pour l'achat de biens et la prestation de services particuliers en vue d'aider à faciliter une solution de cette question."

51. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que le projet de décision proposé par l'URSS semblait répondre au même but que le projet de décision présenté par sa délégation sous la cote A/AC.154/89 et serait acceptable pour autant qu'il soit entendu que des cas particuliers pourraient être examinés en cas de besoin et que l'expression "fourniture de biens et services" englobe tout ce qui est compris dans la proposition initiale des Etats-Unis, à l'exception des problèmes relatifs aux procès-verbaux pour délit de stationnement et aux taxes perçues par les pouvoirs publics.

52. La discussion a ensuite porté sur l'interprétation du projet de décision proposé par l'URSS en ce qui concerne a) les dettes particulières visées et b) la question de savoir si le Groupe de travail serait habilité par cette décision à examiner des cas particuliers d'endettement.

53. En ce qui concerne le premier point, il a été convenu que les dettes qui seraient examinées seraient seulement celles contractées par suite de la fourniture de biens et de la prestation de services, les prêts étant considérés comme un exemple de ces derniers.

54. En ce qui concerne le second point, plusieurs représentants ont exprimé l'avis que le projet de décision devait s'interpréter comme signifiant que le Groupe de travail devait examiner la question des dettes en général seulement, tout en tolérant que des cas particuliers puissent être cités, mais uniquement pour aider le Groupe de travail à examiner la question générale de l'endettement. Ils ont souligné que le Groupe de travail n'avait nul droit de discuter des cas particuliers en tant que tels. En revanche, le représentant du pays hôte et d'autres représentants ont estimé que le projet de décision devait être interprété comme signifiant que le Groupe de travail pourrait également examiner des cas individuels d'endettement pour leur apporter une solution.

55. L'un de ces représentants a indiqué que, dans son esprit, le rapport du Groupe de travail ne devrait porter que sur le problème général des dettes, sans faire allusion à des cas particuliers.

56. A l'issue de la discussion, le Comité a adopté sans opposition le projet de décision proposé par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

V. OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS CONCERNANT L'ORGANISATION DES TRAVAUX
DU COMITE

57. Lorsque le Comité a examiné des plaintes concernant des actes illicites commis contre des missions, on a exprimé l'opinion que le Comité devrait se réunir régulièrement.

58. Des réserves ont été formulées au sujet de cette opinion; on a fait valoir notamment que le système actuel permettait au Comité de se réunir chaque fois qu'il l'estimait commode et que la pénurie en matière de services de conférence militait en faveur du maintien du système actuel.

VI. LES RELATIONS EXTERIEURES DE LA COMMUNAUTE DES NATIONS UNIES DANS
LA VILLE HOTE

59. Bien que la question des relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte n'ait pas été discutée en tant que point séparé, elle a néanmoins été abordée incidemment à l'occasion des débats portant sur la sécurité des missions et de leur personnel et sur les obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique. Certains aspects des relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte ont été traités dans le rapport annuel pour 1974 de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le corps consulaire. Ce rapport a été joint en annexe à la lettre datée du 10 mars 1975, adressée au Président du Comité par le représentant suppléant des Etats-Unis d'Amérique pour les affaires politiques spéciales (document A/AC.154/78).

60. Lorsque le Comité a examiné les plaintes concernant des actes illicites commis contre des missions, on a exprimé l'opinion que ces actes gênaient gravement les activités normales des missions diplomatiques et tendaient ainsi à saper les relations entre la communauté diplomatique et la population locale en créant des frictions et une méfiance mutuelle (voir Section II).

61. Il a été estimé que l'amélioration des relations entre la communauté diplomatique et la population locale était un processus à double sens qui exigeait des efforts de tous les intéressés et que les diplomates ne doivent pas oublier que s'ils ont des droits ils ont aussi des devoirs envers la population de la ville de New York (voir section IV).

VII. RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL 3/ SUR LES QUESTIONS DE L'ASSURANCE MEDICALE POUR LE PERSONNEL DES MISSIONS ACCREDITEES AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE L'EXONERATION DES IMPOTS FONCIERS POUR LES LOCAUX DIPLOMATIQUES

62. A ses 46ème et 47ème séances les 7 et 13 août, le Comité a entendu de la Présidente et du représentant des Etats-Unis certains renseignements à propos du rapport du Groupe de travail (A/AC.154/84) sur les questions de l'assurance médicale pour le personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'exonération des impôts fonciers accordée pour les locaux diplomatiques.

63. A la 46ème séance, la Présidente a fait observer que depuis la présentation de ce rapport en juillet 1975, de nouveaux renseignements avaient été reçus qu'elle tenait à porter à l'attention du Comité. Le Secrétariat, à la demande du Groupe de travail, avait demandé au Département des assurances de l'Etat de New York un avis juridique sur le point de savoir si un groupe de missions accréditées auprès de l'ONU pouvaient légalement constituer une caisse qui leur permettrait d'assurer le personnel des missions. Le 24 juillet, le Département des assurances a émis l'opinion qu'une telle caisse serait légale à condition que les dispositions de la loi de l'Etat de New York sur les assurances soient respectées. Le texte de l'avis ainsi rendu sera distribué par la suite comme document du Groupe de travail.

64. A la 47ème séance, le représentant des Etats-Unis, répondant à une question posée par le représentant du Mali à la précédente séance, a expliqué que l'exonération des impôts fonciers accordée pour les locaux diplomatiques sis dans l'Etat de New York continuerait sans aucun doute à être appliquée dans les cas où ces locaux seraient libérés temporairement mais qu'elle cesserait d'être appliquée dans les cas où les locaux resteraient inoccupés pendant un long laps de temps, tout en ajoutant que dans les cas intermédiaires, l'exonération dépendrait des circonstances.

65. A la 47ème séance, le Comité a pris note du rapport susmentionné du Groupe de travail (A/AC.154/84).

VIII. RECOMMANDATIONS

66. A sa 56ème séance, le 12 septembre 1975, le Comité a approuvé les recommandations ci-après :

1) Au cours de ses séances, le Comité a examiné avec une profonde inquiétude les actes de terrorisme et de violence dont certaines missions ont fait l'objet et d'autres délits dirigés contre des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies, leur personnel et leurs biens, notamment les actes de vandalisme visant des véhicules, les manifestations et la constitution de piquets de protestataires et les menaces et insultes accompagnées d'actes de violence adressées au personnel de ces missions. Le Comité condamne fermement les violences,

3/ A/AC.154/84, reproduit en annexe au présent rapport.

les autres délits et tous les actes commis dans le cadre d'une campagne de harcèlement qui sont dirigés contre les locaux de toute mission, contre son personnel et contre ses biens, comme étant totalement incompatibles avec le statut et les fonctions reconnus aux missions et à leur personnel par le droit international. Il fait appel au pays hôte pour qu'il renforce les mesures destinées à assurer la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel afin d'éviter que de tels actes ne se reproduisent.

2) Le Comité estime que pour protéger efficacement les missions et assurer la sécurité de leur personnel, il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires pour dissuader les délinquants éventuels de s'attaquer aux missions diplomatiques et, notamment, pour faire strictement appliquer les lois de façon que les individus qui envisageraient de le faire sachent bien qu'ils seront châtiés.

3) Le Comité estime essentiel de prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter, poursuivre en justice et punir les individus coupables de tels délits et il demande instamment qu'on étudie quelles mesures pourraient être prises à l'encontre des organisations et des personnes qui revendiquent publiquement la responsabilité d'actes de violence commis contre des missions et leur personnel. A cet égard, il demande instamment que soit intégralement appliquée la loi fédérale de 1972 relative à la protection des agents officiels étrangers et des hôtes officiels des Etats-Unis, de manière à prévenir les actes de violence dirigés contre les locaux des missions et à assurer les conditions voulues pour permettre à ces dernières de fonctionner normalement.

4) Afin de faciliter le cours de la justice, le Comité demande aux missions des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de coopérer aussi largement que possible avec les autorités fédérales et locales des Etats-Unis à l'occasion des affaires concernant la sécurité de ces missions et de leur personnel.

5) Le Comité pense qu'il incombe au pays hôte, au Secrétariat et aux autres organismes intéressés de s'attacher activement à favoriser la compréhension mutuelle entre la communauté diplomatique et la population locale afin d'assurer de bonnes relations entre tous et des conditions qui permettent à l'Organisation des Nations Unies et aux missions accréditées auprès d'elle de fonctionner efficacement. A cet égard, le Comité espère que l'on poursuivra et intensifiera les efforts déployés pour mettre en oeuvre un programme d'information de nature à mieux renseigner la population de la ville de New York et de ses différents districts sur les privilèges et immunités qui s'attachent au personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et sur les raisons qui les motivent et à lui faire mieux saisir l'importance des fonctions internationales exercées par le personnel des missions. Le Comité a eu connaissance de plaintes concernant les responsabilités financières de certains diplomates et de certaines missions, et il suggère que le Secrétariat et tous les intéressés collaborent à la solution de ces problèmes restés en souffrance.

6) Le Comité rappelle que, sans préjudice des privilèges et immunités dont ils bénéficient en vertu du droit international, tous les membres de la communauté diplomatique qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat accréditaire.

7) Le Comité espère que le pays hôte réexaminera les mesures qu'il a prises en ce qui concerne le stationnement des véhicules diplomatiques afin de répondre de manière plus satisfaisante aux besoins de la communauté diplomatique. Le Comité note qu'en dépit de ses recommandations et des résolutions de l'Assemblée générale, les autorités de la ville de New York continuent de dresser des procès-verbaux aux diplomates pour le stationnement de leurs véhicules. Le Comité a appris que certaines modifications avaient été apportées aux procédures suivies pour régler ces cas. Toutefois, comme cette pratique se poursuit, le Comité lance à nouveau un appel aux autorités du pays hôte pour qu'elles réexaminent les mesures qu'elles ont prises en ce qui concerne le stationnement des véhicules diplomatiques afin de répondre aux désirs et aux besoins de la communauté diplomatique et envisagent la possibilité de mettre fin à la pratique consistant à dresser des procès-verbaux aux diplomates. Le Comité note les difficultés de stationnement que rencontrent les diplomates. Le Comité demande au pays hôte d'envisager la possibilité d'accroître le nombre des espaces de stationnement réservés aux véhicules diplomatiques dans les rues de New York; il conviendrait à cet égard de tenir compte de la distance séparant les missions du bâtiment de l'Organisation des Nations Unies et de l'importance relative des missions intéressées. Le Comité demande également à toutes les missions des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de chercher à se procurer des emplacements de stationnement situés ailleurs que sur la chaussée publique pour les véhicules diplomatiques affectés aux missions. Le Comité prie tous les membres de la communauté diplomatique de respecter les lois et la réglementation en matière de stationnement édictées par le pays hôte et de s'efforcer particulièrement d'éviter tout stationnement irrégulier. Le Comité prie également le pays hôte de recommander instamment à ses autorités locales, y compris les services de la circulation et de la police, de faire preuve de beaucoup de tact et de compréhension à l'égard de ce problème très délicat.

8) Le Comité souligne qu'en vertu du droit international, les membres des missions jouissent de l'immunité de la juridiction pénale de l'Etat hôte et que leurs biens, y compris les automobiles, sont inviolables. En conséquence, les membres des missions ne peuvent pas être contraints de se rendre à des commissariats de police ni de se présenter devant des tribunaux et leurs automobiles ne peuvent pas être enlevées par la force sauf dans les cas peu fréquents où elles sont volées, sont mêlées à un accident, empêchent totalement la circulation ou créent un risque grave pour le public. Le pays hôte a donné au Comité l'assurance qu'il entend s'en tenir strictement à ces cas.

9) Le Comité tient à exprimer sa gratitude à la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et le corps consulaire pour l'oeuvre qu'elle a accomplie pour répondre aux besoins, aux intérêts et aux soucis de la communauté diplomatique de l'Organisation des Nations Unies et pour lui réserver le meilleur accueil, ainsi que pour favoriser la compréhension mutuelle entre la communauté diplomatique et la population de la ville de New York.

10) Le Comité recommande qu'il soit autorisé à poursuivre l'examen des problèmes relevant de sa compétence en application des résolutions 2819 (XXVI), 3033 (XXVII), 3107 (XXVIII) et 3320 (XXIX) de l'Assemblée générale.

ANNEXES

Annexe I

Rapport du Groupe de travail sur la question des obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique *

INTRODUCTION

1. A sa réunion du 22 mai 1975, le Groupe de travail a décidé, sur la proposition du représentant des Etats-Unis d'Amérique, d'inscrire à son ordre du jour une question intitulée "Dettes contractées par des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et par leur personnel", qui relève de son mandat au titre de la question intitulée "Obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique".

I. EVALUATION DU PROBLEME

2. A ses réunions des 22 et 28 mai et du 10 juin 1975, le Groupe de travail a entrepris d'évaluer la nature et l'étendue du problème des dettes contractées par des missions et par leur personnel. A cet effet, le Groupe de travail a entendu des déclarations du représentant des Etats-Unis et a eu le privilège d'entendre également Mme Loeb, qui est à la tête de la Commission de la ville de New York pour les Nations Unies et pour le corps consulaire, ainsi que d'autres représentants de la Commission a/.

3. La Commission de la ville de New York est depuis 15 ans au service de la communauté diplomatique, mais ce n'est que depuis mai 1974 que la gravité croissante du problème des dettes contractées par le corps diplomatique a amené les parties en cause à adopter une approche coordonnée. Avant cette date, la pratique était la suivante : les plaintes émanant de New Yorkais étaient examinées par la Mission des Etats-Unis ou par la Commission de la ville de New York selon que l'une ou l'autre avait été initialement saisie. Le cas échéant, le Secrétariat offrait ses bons offices, malheureusement sans grand résultat, pour transmettre au chef de la mission intéressée les plaintes ou réclamations qu'il avait reçues de personnes résidant dans la région; dans la plupart de ces cas, le Secrétariat entraînait également en contact avec la Mission des Etats-Unis ou avec la Commission de la ville de New York à des fins de coordination, avant de prendre aucune initiative.

4. En mai 1974, toutefois, la Commission de la ville de New York fut chargée au premier stade des enquêtes préliminaires et de la réception de toutes les plaintes nouvelles. La Commission entraînait en rapport avec les débiteurs et tenait des dossiers complets sur l'état de tous les cas qui lui étaient signalés. La méthode généralement employée par la Commission consistait à téléphoner au débiteur

* Précédemment publié sous la cote A/AC.154/83.

a/ Mme Loeb et d'autres représentants de la Commission de la ville de New York avaient été invités à la réunion du 10 juin 1975 du Groupe de travail.

pour offrir sa médiation et pour lui faire sentir l'intérêt de la Commission à ce qu'un accord soit conclu. Si un membre d'une mission laissait impayées trois ou quatre factures, la Commission écrivait alors directement au représentant permanent de la mission en question.

5. Selon la Commission, ces méthodes ne se sont pas révélées satisfaisantes dans tous les cas. C'est ainsi qu'entre le 1er mai 1974 et le 6 juin 1975, la Commission a été saisie de 190 cas, le montant total des paiements en litige dépassant 383 000 dollars.

6. Pendant la même période de 13 mois environ, la Commission a pu, dans 63 cas sur 190, obtenir le paiement intégral des sommes réclamées ou amener les parties en cause à un compromis. Le montant total des sommes ainsi recouvrées atteint 127 294 dollars.

7. Si la plupart des diplomates se montrent conscients de leurs obligations, il existe un petit groupe de missions qui sont responsables d'un nombre particulièrement élevé des dettes en suspens.

8. Les membres du Groupe de travail ont estimé, dans leur majorité, que la question des dettes contractées par des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et par leur personnel était un problème grave, qui devait être examiné par le Groupe de travail et par le Comité. On a reconnu que ce problème nuisait à la réputation de toutes les missions auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à leurs transactions locales. La majorité des membres du Groupe de travail se sont par conséquent demandé quelles mesures il y aurait lieu de prendre pour assurer le paiement rapide des sommes dues ou le règlement à l'amiable des litiges dans tous les cas dont le bien-fondé a été dûment établi. A cette fin, le Groupe de travail a examiné les méthodes actuellement employées pour donner suite aux plaintes en question, et en particulier les fonctions et les rôles respectifs de la Commission de la ville de New York, de la Mission des Etats-Unis et du Secrétariat. Le Groupe de travail a rappelé les recommandations 7 et 8 adoptées par le Comité en 1974 b/, qui étaient ainsi conçues :

"7) Le cas échéant, le Comité suggère que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies facilite la solution des problèmes en souffrance entre certaines missions et le pays hôte, tels que les dettes de diplomates ou de missions demeurées impayées depuis longtemps et les plaintes relatives à certaines incorrections qui n'ont pas été suivies d'effets satisfaisants.

8) Le Comité rappelle que tous les membres de la communauté diplomatique sont tenus de respecter les lois du pays hôte. Le Comité a connaissance de plaintes faisant état du peu d'empressement manifesté par certains diplomates et certaines missions pour faire face à leurs responsabilités financières. Le Comité demande à toutes les missions et à tous les diplomates de s'acquitter rapidement de leurs obligations financières."

b/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 26 (A/9626, p. 26).

II. RECOMMANDATIONS

9. Après avoir ainsi évalué le problème, la majorité des membres du Groupe de travail ont décidé de recommander au Comité de mettre au point des méthodes nouvelles et efficaces pour résoudre le problème des dettes contractées par le corps diplomatique. Ils tiennent en particulier à suggérer au Comité des relations avec le pays hôte de créer un sous-comité spécial du Comité pour statuer sur les cas portés à leur attention.

10. La composition du sous-comité serait fixée par le Comité, compte tenu de la nécessité d'assurer la représentation des délégations sur une base régionale (le pays hôte, plus cinq autres membres). Il serait souhaitable que les membres du sous-comité désignent des représentants de rang élevé, ce qui donnerait au sous-comité plus de poids. Les cas particuliers ne seraient renvoyés au sous-comité qu'en dernier recours, en particulier après l'intervention de la Mission des Etats-Unis et de la Commission de la ville de New York. De cette manière, le bien-fondé d'une affaire serait établi avant que celle-ci soit renvoyée au sous-comité. Une fois saisi de l'affaire, le sous-comité examinerait les faits, s'assurerait du bien-fondé de la plainte et procéderait à une tentative de conciliation entre le débiteur et l'auteur de la réclamation. A moins que les efforts du sous-comité pour résoudre un cas particulier n'aboutissent pas, et jusqu'à ce que cet échec ait été constaté, ses travaux ne feraient l'objet d'aucune publicité, et il se réunirait en séances privées pour l'examen des cas particuliers.

Rapport sur les autres questions examinées par le Groupe de travail^{*}

INTRODUCTION

1. La composition du Groupe de travail, créé en 1972, est restée la même en 1975 que l'année précédente. Ses membres représentaient la Bulgarie, le Costa Rica, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, le Mali, la République-Unie de Tanzanie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La représentante du Costa Rica, Mme de Barish, a continué à assurer la présidence en 1975.

2. En 1975, le Groupe de travail a poursuivi l'examen des questions qui lui avaient été renvoyées par le Comité des relations avec le pays hôte. Il a étudié de façon approfondie les points suivants :

- a) Assurance pour le personnel des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York;
- b) Exonération des impôts fonciers accordée pour les locaux diplomatiques;
- c) Obligations des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des personnes jouissant de l'immunité diplomatique.

Le présent rapport porte sur l'examen par le Groupe de travail des questions a) et b), la question c) étant traitée dans un rapport distinct, reproduit dans l'annexe I ci-dessus.

3. Le Groupe de travail a tenu cinq séances en mai, juin et juillet 1975.

I. ASSURANCE POUR LE PERSONNEL DES MISSIONS ACCREDITEES
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES A NEW YORK

4. En ce qui concerne la question de l'assurance, on se rappellera qu'en 1974 c/, le Groupe de travail a demandé au Secrétariat "de continuer à explorer la possibilité d'établir des plans d'assurance-groupe pour le personnel des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York en matière d'assurance médicale et d'hospitalisation ainsi que d'assurance pour soins dentaires, et de faire rapport au Groupe de travail sur les conditions et modalités concrètes que les compagnies d'assurances seraient disposées à accepter pour établir de tels plans".

* Précédemment publié sous la cote A/AC.154/84.

c/ Voir le paragraphe 5 du rapport de la Présidente du Groupe de travail du Comité des relations avec le pays hôte sur les activités du Groupe de travail en 1974 (A/AC.194/L.59).

5. Lors des séances qu'il a tenues les 22 et 28 mai 1975, le Groupe de travail a examiné le rapport que le Secrétariat avait présenté comme suite à cette demande. Le rapport résumait les résultats des enquêtes et recherches menées par le Secrétariat conformément à la demande du Groupe de travail.

6. S'agissant du cadre juridique pour l'établissement de plans d'assurance médicale de groupe pour les membres du personnel de deux missions ou plus à New York, la formule la mieux adaptée a paru être celle de l'alinéa d) de la section 221 (sous-section 2) de la loi de l'Etat de New York sur les assurances (New York State Insurance Law). Selon ce texte, un contrat d'assurance peut être conclu avec les administrateurs d'une caisse créée par "deux ou plusieurs employeurs dans une même branche d'activité", lesdits administrateurs étant réputés être le souscripteur, afin d'assurer les salariés des employeurs concernés. Un tel contrat d'assurance est soumis aux conditions ci-après :

- i) L'assurance doit pouvoir bénéficier à tous les salariés des employeurs ou à tous les membres d'une catégorie ou de certaines catégories de ces salariés, définies par les conditions dans lesquelles ils sont employés;
- ii) La prime doit être payée par les administrateurs soit à l'aide de contributions versées en totalité par les employeurs, soit à l'aide de contributions versées conjointement par les employeurs et les assurés;
- iii) Si les contributions sont mixtes, au moins 100 salariés doivent être couverts à la date de la signature du contrat, qui ne peut entrer en vigueur que si 75 p. 100 au moins des personnes pouvant en bénéficier sont assurées;
- iv) Si les contributions sont versées exclusivement par les employeurs, au moins 25 salariés doivent être couverts à la date de la signature du contrat, qui ne peut entrer en vigueur que si toutes les personnes pouvant en bénéficier sont assurées;
- v) Le montant des indemnités garanties par le régime d'assurance doit être établi selon un barème excluant tout choix individuel des assurés ou des souscripteurs ou des salariés.

Afin d'obtenir plus de précisions sur l'applicabilité de l'alinéa d) de la sous-section 2 de la section 221 de la loi de l'Etat de New York sur les assurances, le Groupe de travail a demandé au Secrétariat d'obtenir l'avis juridique du Département des assurances de l'Etat de New York. Comme suite à cette demande, le Secrétariat a écrit au Département des assurances le 2 juin 1975.

7. Le Secrétariat avait consulté quatre courtiers d'assurance et trois compagnies. Chacune de ces sociétés, ainsi qu'une compagnie américaine qui n'avait pas été consultée directement, ont répondu. Cependant, les seuls à donner des chiffres ont été deux courtiers, dont l'un a communiqué le barème appliqué par une compagnie qui n'avait pas été consultée directement.

8. L'un des barèmes proposés était conforme aux spécifications établies par le Secrétariat. Ce courtier a proposé une couverture du risque d'hospitalisation à concurrence de 365 jours et une protection contre les gros frais médicaux, y compris

une couverture totale des soins dentaires, d'un montant maximal de 250 000 dollars. La prime mensuelle moyenne serait de 75 dollars par personne assurée. En excluant la couverture des frais dentaires, en réduisant la durée d'indemnisation des frais d'hospitalisation à 120 jours, et en abaissant le montant maximal de la couverture de gros frais médicaux à 125 000 dollars, la prime moyenne ne serait que de 61,50 dollars par personne assurée. La somme exacte à payer serait dans l'un et l'autre cas déterminée en fonction du nombre de personnes à la charge de l'assuré.

9. L'autre barème communiqué n'était pas conforme aux spécifications indiquées par le Secrétariat mais portait sur un régime comprenant l'assurance-vie et l'assurance en cas de décès ou d'invalidité par suite d'accident. Les tarifs appliqués pour ce type de couverture n'ont pas semblé concurrentiels.

10. Les sociétés qui n'ont pas mentionné de chiffres se sont bornées dans leurs réponses à demander des renseignements supplémentaires (par exemple sur le revenu des intéressés), à mentionner des difficultés d'ordre juridique qui risquaient de surgir ou à proposer diverses solutions quant à la composition du groupe ou des groupes de base aux fins de l'assurance médicale. En ce qui concerne ce dernier point, il semble qu'il soit de pratique courante parmi les missions à New York de conclure des contrats d'assurance médicale au niveau de chaque mission. Pour réduire les primes d'assurances médicales par l'augmentation du nombre des personnes protégées, les missions intéressées pourraient se consulter officieusement en vue d'étudier s'il serait possible d'organiser une assurance collective pour leur personnel, et quels avantages financiers il en résulterait. Les gouvernements pourraient peut-être aussi examiner l'intérêt que pourrait présenter la conclusion de contrats d'assurance ne s'appliquant pas seulement au personnel de leurs missions à New York mais également au personnel de leurs missions diplomatiques à Washington et éventuellement aux membres de leur personnel diplomatique et consulaire en poste dans d'autres localités.

11. Le Groupe de travail a pris note du rapport du Secrétariat. Il a été proposé que le Secrétariat examine également la possibilité d'étendre au personnel des missions l'application du contrat d'assurance médicale de groupe conclu pour le personnel du Secrétariat. Cette proposition a été adoptée, et le Groupe de travail a demandé au Secrétariat de lui faire rapport à ce sujet.

II. EXONERATION DES IMPOTS FONCIERS ACCORDEE POUR LES LOCAUX DIPLOMATIQUES

12. Depuis la parution du dernier rapport du Groupe de travail (A/AC.154/L.59), le 7 août 1974, dix-huit réponses supplémentaires ont été reçues au questionnaire contenu dans la lettre du Conseiller juridique en date du 19 juin 1973. Les passages essentiels de ces réponses sont reproduits dans les documents A/AC.154/WG.1/L.2/Add.4 et Add.5. Au total, soixante-dix gouvernements ont répondu à ce jour.

13. A propos de cette question, le Groupe de travail a examiné en particulier la question de savoir si le pays hôte pourrait prendre d'autres mesures pour permettre aux diplomates possédant des appartements "coopératifs" à New York de bénéficier de l'exonération des impôts fonciers.

14. Dans une déclaration au Groupe de travail, le représentant du pays hôte a expliqué que l'exemption fiscale accordée par l'article 23 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques ne s'appliquait qu'aux impôts et taxes directement à la charge de l'Etat accréditant ou du chef de la mission. Le paragraphe 2 de l'article 23 prévoit expressément que ladite exemption ne s'applique pas aux impôts et taxes qui, "d'après la législation de l'Etat accréditaire, ... sont à la charge de la personne qui traite avec l'Etat accréditant ou avec le chef de la mission". L'exemption accordée par l'article 418 de la Loi sur les impôts fonciers de l'Etat de New York répondait pleinement aux exigences de la Convention de Vienne.

15. Le représentant du pays hôte a expliqué en outre qu'en ce qui concerne en particulier les appartements "coopératifs", le titulaire du droit de propriété sur l'immeuble et sur le terrain sur lequel l'immeuble est construit est une société ou une institution de gestion. Chaque locataire/propriétaire détient un certain nombre d'actions dans la société ou un certificat d'usufruit dans l'institution de gestion et il est titulaire d'un bail pour un appartement déterminé dans l'immeuble. Les divers accords sont conclus simultanément entre le locataire/propriétaire et la société ou l'institution de gestion, mais la société ou l'institution de gestion demeure l'unique titulaire du droit de propriété immobilière. Le responsable du paiement de l'impôt foncier est la personne physique ou morale titulaire du droit de propriété, c'est-à-dire la société ou l'institution de gestion, et une part proportionnelle de l'impôt est donc généralement à la charge de chaque locataire/propriétaire conformément aux dispositions du bail.

16. Conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la Convention de Vienne, l'exemption fiscale prévue au paragraphe 1 du même article ne s'applique pas dans cette situation; c'est également ce qui ressort de l'article 418 de la Loi sur les impôts fonciers de l'Etat de New York, qui dispose que l'exemption fiscale n'est accordée que pour les biens dont "le titre de propriété est au nom d'un gouvernement étranger ou du représentant résident principal ou du représentant résident ayant le rang d'ambassadeur ou de ministre plénipotentiaire dudit gouvernement auprès de l'Organisation des Nations Unies ou de toute autre organisation internationale de caractère mondial, et qui sont utilisés exclusivement pour les bureaux ou le logement desdits représentants, ou pour les bureaux du personnel desdits représentants...".

17. Le Groupe de travail a pris note de la déclaration du représentant du pays hôte et a conclu l'examen de cette question.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
